« Miser uniquement sur la violence ! » – c’est ainsi que la rédactrice radio de SRF Anna Trechsel résume la stratégie d’Israël depuis 2023 dans un nouveau reportage de la chaîne publique. Une analyse de ce qui s’est passé au Proche-Orient au cours des deux dernières années et demie le montre : Cette affirmation est fausse. BEL

La couverture médiatique d’Israël par la SRF est controversée et constitue également un sujet récurrent sur FokusIsrael.ch. Et pour cause : elle oscille constamment entre présentation lacunaire, inexactitudes et fake news. Ce n’est pas un hasard : dans plusieurs reportages diffusés ces derniers mois, la SRF s’est appuyée sur des informations fournies par les autorités du Hamas à Gaza, sans faire preuve de transparence quant à leur caractère propagandiste. Il n’y a pas de vérification systématique avec des sources indépendantes. Il n’y a que deux explications à cela : Soit les correspondants de la SRF le font délibérément pour donner une mauvaise image d’Israël. Ou bien ils n’ont pas une connaissance approfondie de ce qui se passe au Proche-Orient. Tertium non datur.

Malgré des plaintes répétées et des critiques fondées, la SRF n’a pas encore amélioré de manière substantielle la qualité de sa couverture du Moyen-Orient.

Un exemple récent dans la longue liste des contributions problématiques : Le 1er mars 2026, au lendemain des frappes militaires américano-israéliennes contre l’Iran qui ont éliminé une partie de la direction iranienne, y compris Khamenei, la rédactrice en chef de la rubrique étrangère de la SRF, Anna Trechsel, publie une soi-disant « analyse ». Cette appellation à elle seule est trompeuse, car une analyse sérieuse met en lumière le contexte, explique les causes, établit des liens et classe les évolutions sur la base de faits. C’est précisément ce qui manque ici en grande partie.

L’affirmation suivante est particulièrement frappante : « Israël n’a eu recours qu’à la force au cours des deux dernières années et demie. Le gouvernement Netanyahu n’a fait aucune tentative pour transformer les succès militaires en succès politiques ».

L’expression « uniquement par la force » est une affirmation totale. Elle implique l’absence totale d’activité diplomatique ou politique d’Israël. Cette affirmation ne résiste pas à l’examen.

Trechsel passe sous silence toute une série d’initiatives diplomatiques et de négociations documentées de l’État juif, qui se sont déroulées parallèlement aux

opérations militaires. La question de savoir si ces initiatives étaient stratégiquement cohérentes ou politiquement fructueuses est controversée. Cependant, leur simple existence réfute l’affirmation de Trechsel selon laquelle il s’agirait d’une approche exclusivement militaire. Par ailleurs, la rédactrice pour l’étranger ne peut pas savoir ce qui se négocie en coulisses.

Depuis l’attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023, Israël a certes remporté des succès militaires considérables dans les guerres qui ont suivi à Gaza contre le Hamas et au Liban contre l’organisation terroriste Hezbollah, et a éliminé tous les dirigeants de ces deux organisations terroristes les plus dangereuses. Mais cette période a également été marquée par de nombreuses activités sur le plan diplomatique.

1. négociation d’otages et cessez-le-feu

Israël a participé à plusieurs cycles de négociations sur les otages et les cessez-le-feu, avec la médiation du Qatar, de l’Égypte et des États-Unis. En octobre 2025, 168 des 251 otages israéliens avaient été libérés vivants et les corps des otages tués avaient été rapatriés, souvent en échange de prisonniers palestiniens. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a souligné à plusieurs reprises que seule la pression militaire avait permis ces progrès. Néanmoins, le gouvernement a activement négocié – par exemple, un plan soutenu par les États-Unis en février 2024.

2. plan de paix Trump pour Gaza (plan en 20 points, 2025)

À l’automne 2025, le président américain Trump a présenté un plan de paix global en 20 points pour Gaza, qui comprenait des libérations d’otages, le désarmement du Hamas, une amnistie pour les combattants coopérants et une restructuration politique de Gaza. Netanyahu a rencontré à plusieurs reprises des émissaires américains tels que Steve Witkoff pour discuter du plan. Israël a finalement accepté le plan. Sa première phase a déjà été mise en œuvre. La deuxième phase a été lancée et stagne en raison du refus du Hamas de rendre ses armes. Jusqu’à présent, Israël a pleinement respecté ses engagements dans le cadre du plan.

3) Normalisation régionale et Accords d’Abraham

a. Malgré le conflit, Netanyahu a tenté de transformer les succès militaires en gains diplomatiques plus larges, par exemple en élargissant les Accords d’Abraham. Les négociations avec l’Arabie saoudite se sont poursuivies, même si la guerre de Gaza

les a entravées (l’Arabie saoudite a mis en pause les discussions en octobre 2023, mais les a reprises plus tard). Netanyahu a fait valoir que la normalisation avec les États arabes nuirait aux causes palestiniennes et renforcerait Israël.

b. Des réunions avec des responsables américains, dont le président Trump et des sénateurs, ont visé à mettre en place une « nouvelle architecture de sécurité » combinant les ressources israéliennes et arabes du Golfe pour lutter contre l’extrémisme et contenir l’Iran.

4. plans pour le « jour d’après » à Gaza

a. Le Premier ministre Netanyahu a publié il y a deux ans déjà, en février 2024, un document intitulé « Le jour d’après le Hamas ». Ce document prévoyait la démilitarisation de Gaza, la dénazification et l’administration civile par des clans locaux, et constituait donc une tentative de transformer le contrôle militaire en une structure politique. Plus tard, Netanyahu a accepté le plan de paix en 20 points du président Donald Trump et la résolution des Nations unies (2803) qui le légitimait.

b. Le gouvernement israélien a discuté d’alternatives pour Gaza, telles que l’administration par Tsahal ou la coopération avec l’Autorité palestinienne (AP). Netanyahu a refusé cette dernière afin de préserver sa coalition.

5. médiation internationale et régionale

a. Israël a été impliqué dans des tentatives de médiation contre le Hezbollah, par exemple par le biais d’initiatives américaines et françaises, afin d’éviter une guerre généralisée au Liban. Netanyahu a privilégié les solutions diplomatiques au conflit de la frontière nord, tout en exerçant une pression militaire.

b. La guerre de Gaza a entraîné des crises diplomatiques (par exemple avec le Brésil, l’UE et l’ONU), mais Israël s’est engagé dans des débats de l’ONU et des discussions bilatérales pour défendre sa position.

L' »analyse » de la rédactrice étrangère de la SRF, Anna Trechsel, ignore complètement tous ces processus diplomatiques documentés et dresse un tableau déformé de la politique israélienne. Cela va à l’encontre des normes journalistiques

de base : exhaustivité, équilibre, exactitude des faits.
Le problème central de la SRF est toutefois plus profond : il concerne la direction de la SRF. Celle-ci ne dispose manifestement pas de mécanismes de contrôle et d’équilibre efficaces ni d’un véritable contrôle de qualité. Les rapports lacunaires et erronés, ainsi que ceux dont la partialité est avérée, n’ont pas de conséquences tangibles pour les responsables.

Ou alors, sur la chaîne publique suisse SRF, tout est permis tant que cela va à l’encontre d’Israël. C’est la raison la plus probable de la partialité de la couverture médiatique contre Israël. En effet, la directrice de la rédaction étrangère de la SRF – et donc la chef d’Anna Trechsel – est Susanne Brunner. Celle-ci a déjà été critiquée par le service de médiation de la SSR Suisse alémanique pour ses émissions radio unilatéralement anti-israéliennes.